

tants de plus, nous serions sauvés. Des hommes de grande réputation répétèrent la même chose. Nous étions tous convaincus que là se trouvait la seule solution et, dans tout le pays, les journaux, conservateurs, libéraux ou progressistes, clamèrent: "Il nous faut une plus forte population." Il semblait évident que les lourds déficits de nos voies ne disparaîtraient que par l'augmentation de la population de l'Ouest et des consommateurs. Tout le monde, par conséquent, réclamait un accroissement du nombre des habitants. Les efforts tentés par le Gouvernement en ce sens reçurent l'appui de toute l'opinion publique, y compris, sauf erreur, chaque membre du comité du Sénat. Bientôt, cependant, nous nous sommes aperçus que la situation des chemins de fer s'améliorait avant que les trois millions de nouveaux habitants ne soient arrivés.

Nous voici en 1930 et, de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Alberta, on nous demande de mettre fin à l'immigration subventionnée. Mais nous sommes dans la morte-saison au Canada, du moins dans l'Est. Il y a toujours un certain chômage à Montréal, de novembre à l'ouverture de la navigation. Le chômage s'est aggravé, à cause, sans doute, des efforts tentés par le Gouvernement, s'appuyant sur l'opinion publique, pour intensifier l'immigration. J'ai vu la crise de 1923, et j'ai alors pensé qu'il fallait, de nouveau, attirer un grand nombre des habitants des Iles britanniques vers les plaines fertiles de l'Ouest. Il s'est trouvé, cependant, que plusieurs de ceux qui venaient, sous prétexte de s'établir sur la terre, ne tardaient pas à se diriger vers les villes. J'ai vu un tableau du nombre des immigrants qui sont allés de la campagne à la ville de Toronto. Nous ne pouvons méconnaître la volonté d'une province qui désire recevoir des immigrants d'une certaine catégorie, et je ne connais aucun pouvoir en vertu duquel le gouvernement fédéral ou tout autre pourrait aller à l'encontre de l'opinion ainsi exprimée. La situation où nous nous trouvons résulte, à mon sens, du programme politique qui semblait la seule planche de salut du pays.

Moins de 24 mois après l'enquête de la commission du Sénat, nous nous sommes aperçus que les affirmations et les convictions des témoins entendus, lesquelles étaient partagées par plusieurs, reposaient sur une base fautive, puisque, durant cette période, le réseau d'Etat a réalisé des progrès et enregistré des excédents. Je me rappelle qu'un membre du Parlement a demandé, en plaisantant, pourquoi l'on ne vendait pas ces voies pour un dollar. A cette époque, aucun groupe d'hommes, aucun syndicat, canadien, anglais ou américain, n'aurait attendu du réseau ce qu'il a donné,

même si on avait accordé une prime annuelle de 25 millions pendant dix ans. Le déficit dépassait dix millions de dollars. Malgré tout, moins de 24 mois plus tard, les recettes des chemins de fer auraient pu permettre à n'importe quel d'en donner 800 millions. L'excédent atteignait 40 millions. Il y a tant d'effervescence en notre pays, une activité si extraordinaire, que je ne puis me sentir déprimé, même pour un moment, par les fort intéressantes affirmations de mon honorable ami. Le Canada est dans une situation solide; le Canada est prospère et je crois que c'est le pays où la vie est la plus facile.

L'honorable J.-D. TAYLOR: Honorables sénateurs, la réplique qui s'impose aux remarques de l'honorable leader relatives à l'immigration est que, ayant découvert que cette activité est la plus importante pour l'heure, le Gouvernement dont il fait partie a virtuellement aboli le ministère de l'Immigration et envoyé le titulaire de ce portefeuille à la Chambre Haute.

L'honorable M. DANDURAND: Non, il en a modifié l'organisation, ce qui changera les conditions de son fonctionnement.

L'honorable M. TAYLOR: C'est une manière de voir.

L'honorable M. DANDURAND: Ce ministère unira ses efforts à ceux des provinces.

L'honorable M. TAYLOR: A mon point de vue, le Gouvernement a abdicqué. Par rapport au problème qui se pose actuellement, il a abandonné la tâche, désorganisé le ministère et envoyé le ministre au Sénat. Maintenant, il demande à cette dernière assemblée d'approuver ses agissements.

L'honorable dame qui a appuyé l'adresse avec tant de charme (l'honorable Mme Wilson) a dit que nous ferions bien, chaque matin, de chercher une inspiration dans les inscriptions qui ornent les portes de cet édifice. Pour suivre ce conseil, j'ai jeté un coup d'œil sur l'inscription de la porte par laquelle j'entre habituellement et j'ai lu: "La fin couronne l'œuvre." J'ai pensé que ces mots s'appliquent parfaitement à ce qui est dit dans le premier paragraphe du discours du trône, où l'on peut lire qu'en 1929, l'emploi de la main-d'œuvre a atteint son plus haut point au Canada, et on peut aussi déduire de là que nous avons atteint l'apogée de notre prospérité. En passant, je note que l'apport du Gouvernement à la prospérité et à l'emploi de la main-d'œuvre a été négatif. Cependant, il s'attribue le mérite de ces résultats si désirables, et se vante d'avoir atteint à la perfection. Puis, il avoue qu'il est tombé de ces sommets, en